

## 2 Politique

Mesures visant à réduire le train de vie de l'Etat

## Le PDG appelle à une évaluation constante de leur application

LLIM

Libreville/Gabon

**Dans une déclaration faite récemment, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), sis au quartier Louis, Stéphane Iloko Bous-sengui, l'un des porte-paroles dudit parti, a invité le gouvernement à cette rigueur. Aussi, a-t-il tenu à rassurer les populations quant à la pertinence de ces décisions.**

**PRESAGEANT** de certaines réactions hostiles (critiques et potentielles grèves) qui pourraient survenir à la suite des mesures d'austérité prises lors du dernier Conseil des ministres, le 29 juin dernier, l'un des porte-parole du PDG, Stéphane Iloko Bous-sengui, a tenu à rassurer les populations quant au bien-fondé de ces décisions. Lesquelles, selon lui, permettraient "de sortir des difficultés actuelles pour des lendemains meilleurs". C'était à la faveur d'une déclaration faite au siège du parti. Ainsi, a-t-il demandé à

"l'ensemble des Gabonais d'adhérer à cet engagement du président de la République en privilégiant l'intérêt général". Mais aussi, à un "sursaut patriotique jamais égalé".

Saluant cette initiative, l'orateur a affirmé que "l'action publique repensée dans une gouvernance adaptée au contexte économique et financier actuel, doit être considérée comme une stratégie courageuse visant à écarter le risque d'une dégradation accrue de notre modèle social, dans un avenir très proche".

Soulignant l'audace de telles mesures en période

électorale, ce porte-parole du PDG a affirmé que "sous d'autres cieux, à la veille d'une élection législative capitale, certains auraient usé de démagogie et de populisme en différant l'application de ces mesures contraignantes qui visent d'abord et avant tout les gros salaires et épargnent les plus vulnérables". Et de poursuivre, non sans assurance : "Ces décisions ont été prises après analyse profonde de la situation de notre pays et sur la base d'un projet de vie pour les Gabonais, tant dans l'instant que sur la durée".



Photo : D.R.

Le porte-parole du PDG, Stéphane Iloko Bous-sengui.

## Les Mamboundouistes réclament la suppression du Sénat et du CND

J.K.M

Libreville/Gabon

**Dans le même temps, ils ont appelé au gel du poste de vice-président de la République, à la contraction des représentations diplomatiques gabonaises et à la suppression pure et simple des agences publiques.**

**PLUSIEURS** jours après l'adoption en Conseil des ministres des mesures visant à réduire drastiquement le train de vie de l'État, les réactions de la classe politique nationale n'en finissent pas de tomber. Dernière en date : celle de certains cadres de l'Union du peuple gabonais (UPG) regroupés au sein d'un courant dénommé Mamboundouistes, qui ont invité, dernièrement, le gouvernement à être plus audacieux en prenant "des mesures concrètes et significatives" axées autour de la suppression pure et simple



Photo : D.R.

Les Mamboundouistes lors de leur sortie.

du Conseil national de la Démocratie (CND), du Sénat, des agences publiques ; la contraction des missions diplomatiques ga-

bonaises à l'étranger et le gel du poste de vice-président de la République.

Autant de mesures qui, ont-ils relevé, convaincraient

les populations de la sincérité réelle des intentions du gouvernement. D'autant que, selon eux, à y regarder de près, l'on peut aisément

se passer du Sénat, du CND et des agences publiques. Tant leur apport, à les entendre, dans la consolidation de notre démocratie et

l'optimisation de notre économie n'a pas été significatif. Ils notent aussi que le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a accompli son premier mandat sans être assisté d'un vice-président. De même, ils se sont étonnés de ce que la décision relative à "la réduction de la taille du gouvernement", pourtant annoncée dans le Conseil des ministres avec "un caractère urgent et immédiat", ne s'applique pas à l'équipe gouvernementale actuelle. Ce qui, selon eux, pourrait accréditer "l'hypothèse d'un deux poids deux mesures". D'autant que, ont-ils avancé, la taille de l'actuel gouvernement grève considérablement le budget de l'État. Dans la foulée, ils se sont déclarés favorables à l'institutionnalisation de "plus de transparence dans les 70 milliards, qui devraient être dégagés à la suite de l'application de toutes ces mesures".

## Tribune des Partis politiques

## Instinct de survie...

**LE** 29 juin dernier, présentant officiellement son nouveau parti politique, le Rassemblement des patriotes républicains (RPR), Jean-François Ntoutoume Emame aura été, une fois encore, égal à lui-même. Volubile. En effet, dans un discours long de 21 pages – qui n'était certes pas un pensum – l'ancien Premier ministre de feu Omar Bongo Ondimba, s'est amusé, avec son style ampoulé, à dépeindre négativement la situation politique et sociale que traverse actuellement notre pays. caractérisée, à tout le moins, par une crise économique sans précédent. Pointant ainsi un doigt accusateur en direction du pouvoir en place. Qu'il met au centre de toute la "litanie des accablants bien connus" auxquels le régime en place soumettrait "volontairement" le peuple gabonais. Olivier Dassault disait, en parlant

de son journal, "Qu'un homme politique ne crée pas l'événement, il descend le fleuve de l'histoire et relate le spectacle de ses rives ; mais il lui appartient de rassembler toutes les compétences, toutes les vigies et de donner l'alerte, si l'on entend en aval un bruit de catastrophe".

S'inscrivant dans cette veine, le patriarche de Lalala – quartier populaire du cinquième arrondissement de la commune de Libreville – a tout de suite compris, en vieux baroudeur politique, dès que son nom a été rayé du Parti démocratique gabonais (PDG) – dont il a été le chantre pendant plusieurs décennies – l'utilité sinon la nécessité qui s'imposait, à lui-même, de créer son propre label politique... afin de ne pas disparaître aussi facilement dans les abysses de l'oubli.

Donnant ainsi raison, avec la création de son entité politique,

au général Charles de Gaulle, qui déclarait : "Quand un jour, tôt ou tard, il faut qu'on disparaisse, quand on aura plus ou moins vécu, souffert, aimé, il ne restera de soi que les enfants qu'on laisse et le champ de l'effort où l'on aura semé".

Vu sous cet angle, son RPR – à ne pas confondre avec l'ancienne formation politique de l'ancien président français Jacques Chirac – passe pour être, de l'avis général, la tribune politique qui lui manquait. Qu'il voulait, à tout prix, pour sortir de temps en temps la tête de l'eau.

Et asséner, à chaque occasion, en tant qu'opposant devenu, des coups à un régime en place dont l'histoire retiendra, pour autant, qu'il est l'un des artisans qui l'ont façonné.

Reste que devant cette volonté affirmée de survivre politiquement, beaucoup, y compris dans les

rangs de sa propre écurie politique, en ignorent encore, peu ou prou, les limites que cet acteur politique – âgé mais altier – s'est fixé d'atteindre ou de dépasser en sa nouvelle qualité de leader de parti politique de l'opposition dite radicale.

D'avantage à la veille d'une joute électorale qui porte sur le renouvellement de l'Assemblée nationale. De sorte que parmi les observateurs de l'arène politique nationale, ils sont nombreux, qui se posent la question de savoir si Jean-François Ntoutoume Emame, dont le parti n'est pas encore totalement assis ou implanté, s'armera-t-il, de courage pour être candidat aux prochaines législatives. En plus de présenter aussi d'autres candidats audit scrutin. Car pour nombre de ses contempteurs, tapis pour la plupart au sein des partis politiques de la Majorité républicaine et so-

cial pour l'émergence (MRSE), c'est un défi que le néo-opposant, ancien apparatchik du Parti démocratique gabonais (PDG) doit personnellement relever. Pour prouver, à la face du monde, que son bagou ne se limite pas à la seule critique systématique et aisée.

Du coup, le scrutin à venir est déjà perçu, par nombre d'analystes, comme le baromètre qui permettra à l'opinion de mesurer avec exactitude et certitude, l'aura réelle ou supposée du président du Rassemblement des patriotes républicains. Et partant, de sa formation politique devenue, au fil des mois de sa création, un véritable poil à gratter du système en place incarné par le Parti démocratique gabonais, son ancien parti.

Par Christian G. KOUIGA